

Compte-rendu du Comité de suivi inondations N° 3 du 1/07/2015

25 présents :

Association de riverains du Rieumassel et Vigie / Comités de quartier / Sinistrés en colère /
2 responsables des services de la mairie (DMPAJU / DST).
Élus (Maire, Adjointes aux travaux, à l'urbanisme et aux affaires scolaires
6 responsables de structures extérieures (Métropole, SERM, SYBLE et conseil Départemental)

Le Maire ouvre la réunion et rappelle le cadre de ce comité de suivi : Il indique à l'assemblée l'ordre du jour.
Sur l'avancement des différents points évoqués lors du dernier comité de suivi, M Le Maire indique qu'EGIS sera en capacité de faire un point sur l'avancement des études en septembre. Il informe l'assemblée qu'il a eu la notification du porter à connaissance (PAC) de M Préfet. Le document et le lien d'accès sont sur le site de la ville et disponible en consultation auprès du service de l'urbanisme. Au niveau des fonds Barnier les demandes qui avaient été formulées par deux foyers sinistrés n'ont pas été accordées suite à l'étude rendue par le CEREMA missionné par la Préfecture. Seul le moulin de la Grave a été déclaré éligible à ce dispositif.

M Le Maire remercie les responsables des structures extérieures pour leur participation à la réunion et il regrette que les services de l'Etat ne puissent pas être représentés.

1. Intervention du SYBLE : programme des travaux post crue et diagnostic de vulnérabilité

Le représentant du SYBLE présente le contexte des travaux post crue qui vont commencer le 8 juillet 2015 de l'amont vers l'aval. Il rappelle les précédentes campagnes qui ont été faites en 2009 et 2012. La dernière avait donné lieu au retrait d'un millier d'arbres. Il s'agit de travaux forestiers pour restaurer les capacités d'écoulements des cours d'eau avant l'automne. L'intervention porte sur 18 km de berges sur la Mosson, le Redonnel, le Rieumassel et la Muraillette. Le marché a été attribué à la société Philip Frère de St Mathieu de Trévières. Le délai d'exécution est établi à deux mois. Les travaux sont financés par la Région, l'Agence de l'Eau, la Métropole et la Commune. L'opération s'inscrit dans un chantier plus global qui concerne Montpellier, Fabrègues, Juvignac , Il y a également une cohérence d'intervention en amont avec les communes de Combaillaux et Vailhauquès qui font partie de l'intercommunalité Grand Pic St Loup.

Le SYBLE évoque aussi les travaux déjà réalisés par les services techniques de la Commune au niveau de la Soucarède et la collaboration entre les services pour établir le programme intervention de l'agent d'entretien des rivières recruté à cet effet par la Commune. Pour être complet sur les travaux sur les cours d'eau, le SYBLE rappelle qu'un chantier d'insertion mené par la Métropole sur les petits affluents et co financé par la Commune va débiter mi- septembre avec un effectif de 10 personnes.

Un participant s'interroge sur le recensement du passage à gué en bas de la rue de la Mosson qui est très bas maintenant. Le technicien du SYBLE lui précise qu'il n'y aura pas d'intervention sur ce passage dans le cadre des travaux post crue. Il rappelle qu'un recensement des ouvrages sur la Mosson a été fait en 2011 sur les 55 recensés 23 sont prioritaires et il semble que celui du seuil du château soit plus important.

Un participant demande si les remblais dans le lit moyen seront retirés du Rieumassel ? Les matériaux naturels du lit mineur ne peuvent pas être retirés, cependant si des matériaux « non naturels » ont été déposés dans le lit suite à la crue, une visite sur site (ONEMA, DDTM34, commune, SYBLE, riverain) permettra d'évaluer une éventuelle opération de retrait.

Un riverain indique également que son mur de clôture emporté par les inondations a été retiré par l'entreprise COLAS et du sable a été mis, il demande si un curage du Rieumassel est envisagé. La commune lui indique qu'un curage n'est pas envisagé et qu'il nécessite l'accord au préalable de la police de l'eau.

Le SYBLE fait ensuite un point sur les diagnostics de vulnérabilité. Suite à la campagne d'information et la réunion publique du 19 mai dernier 65 foyers se sont inscrits pour bénéficier du dispositif. HDM a fixé le calendrier des rdv, qui commenceront du 17 au 20 juillet 2015 et du 11 au 12 août 2015.

M le Maire rappelle à cette occasion qu'il n'a toujours pas reçu de réponse du Ministère à la demande de dérogation de travaux avant la mise en révision du PPRI. Il a fait une intervention auprès du Député pour savoir où en était l'examen de notre demande qui entre temps a été aussi demandée par la commune de Juvignac.

2 Intervention du conseil départemental sur les ouvrages du Département

Le Directeur Adjoint de l'agence de Montpellier représente le Conseil Départemental et a répondu à l'invitation de la commune afin de faire le point sur le fonctionnement des ouvrages du Département pendant les inondations du mois d'octobre.

M le Maire le remercie et souhaite qu'il puisse donner des éléments techniques de la RD 127. Durant l'épisode exceptionnel du 6 et 7 octobre 2014 cette voie a fonctionné comme un torrent et il semble que ce fonctionnement se soit réitéré lors du dernier épisode de juin.

Le représentant du Département indique que la RD 127 a été construite en 2009 avec une capacité de rétention de 100l/m² conforme aux règles des ouvrages soumis à la loi sur l'eau. Il rappelle l'objet des différents bassins notamment celui qui se situe sur le premier rond -point en allant vers Montpellier qui est un bassin de dépollution. Les bassins servent à gérer les eaux pluviales générées par la chaussée départementale pour ne pas aggraver le milieu, par contre leur vocation n'est pas de prendre en charge les eaux de ruissellement de l'ensemble du bassin versant.

A la suite des échanges avec les administrés, il est convenu que le Département va vérifier la continuité hydraulique de la RD 127 et tirer les conséquences des événements du mois d'octobre. M le Maire adressera une lettre au Département dans ce sens.

Au niveau du chemin de mas de Matour route départementale est évoquée l'obstruction des caniveaux qui gêne l'écoulement normal des eaux pluviales par un riverain. Le technicien du Département répond qu'il peut intervenir que sur la zone non agglomérée, et il précise qu'une visite sera faite sur ce secteur.

Concernant les ouvrages en projet comme la route de Montferrier, monsieur le Maire indique que lors d'une rencontre récente avec M Philippe Vidal vice- président au conseil départemental en charge des routes, les installations hydrauliques corrélatives à cette route ont été précisées.

Il faut se réinterroger sur le dimensionnement des ouvrages hydrauliques déjà réalisés au regard de l'évolution du contexte climatique mais il faut aussi modifier la façon de concevoir les futurs ouvrages.

A l'issue des résultats de l'étude EGIS, les élus devront arbitrer le type d'ouvrage à prévoir en aval du Rieumassel et en amont avec le bassin G.

Le collectif des riverains du Rieumassel informe le comité qu'une dizaine d'entre eux ont été reçus par M le Préfet. Ils considèrent que la communication du porter à connaissance (PAC) est une bonne nouvelle, toutefois ils sont dubitatifs

sur la mobilisation de fonds publics pour le financement de nouveaux travaux de lutte contre les inondations. A ce titre le Préfet a indiqué qu'il n'y avait pas de financements et pas plus qu'une enveloppe de 16 millions d'euros.

M le Maire indique que le reliquat du PAPI 1 devrait être consacré à Grabels en priorité. La négociation est en cours sur le PAPI 2 le comité de bassin Rhône méditerranée a validé le dossier et la Commission Mixte Inondations devrait le faire le 9 juillet prochain à Paris. La Métropole défendra le projet. Un point sera fait au prochain comité sur les aspects financiers mobilisables pour les travaux de lutte contre les inondations. EGIS sera en mesure de présenter des scénarii. Il y a un problème en aval du Rieumassel. Il faut voir si sur la zone aval non construite pourrait servir de zone d'expansion.

Des aménagements seraient possibles dès 2016 mais on ne peut pas faire n'importe quoi, le temps de validation est conséquent sur ce type de travaux.

M Cadet demande si le Maire peut relancer la question de demande de dérogation sur les travaux de mitigation quand il sera rendu à Paris.

Le comité profite de la présence d'un représentant de la SERM pour demander quels sont les aménagements hydrauliques prévus pour la ZAC euromédecine. Celui-ci leur indique que la zone dépend du bassin versant venant de Montpellier et qu'il n'y a aucun positionnement d'aménagement sans concertation avec EGIS qui est leur bureau d'études également. La partie sud du mail est destinée à un usage commercial ou des activités tertiaires. Une réflexion est engagée sur l'évolution de la zone, qui n'est pas stabilisée. 4 500 salariés travaillent actuellement à Euromédecine. La Commune recueille également des demandes d'artisans qui sont en recherche de terrains, il faudrait envisager la mixité de la zone pour répondre à cette demande.

Sur l'aménagement de la zone il ne faut pas négliger l'aspect eaux pluviales. La ville de Montpellier porte un schéma hydraulique sur le bassin versant du Verdanson qui concerne ce secteur où les enjeux sont importants.

Sur la présence des gens du voyage ces derniers doivent quitter les lieux au 9 juillet prochain, il n'est pas possible d'initier une procédure d'expulsion qui serait vouée à l'échec car la commune ne dispose d'une aire aménagée.

PROCHAIN COMITE DE SUIVI : date à déterminer en fonction des agendas fin septembre début octobre 2015 à la Mairie dans les nouveaux locaux.